

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Band: 34 (1984)

Heft: 4

Artikel: L'économie suisse dans le contexte européen : 1913-1939

Autor: Bairoch, Paul

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-80937>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'ÉCONOMIE SUISSE DANS LE CONTEXTE EUROPÉEN: 1913-1939¹

Par PAUL BAIROCH

Introduction générale

Bien peu de pays justifient autant que la Suisse une analyse cherchant à replacer dans un cadre géographique plus large l'étude de sa vie économique. Et ce, même si l'on se limite au cas des petits pays. Comme nous aurons l'occasion de le voir plus loin, dans au moins trois domaines importants la Suisse se détache très nettement par son caractère extraverti. Bien entendu, il s'agit d'abord du commerce extérieur, mais également des investissements internationaux et, enfin, de la main-d'œuvre étrangère, pour ne citer que les aspects les plus importants.

Sur le plan méthodologique, semblable analyse peut être abordée par deux approches différentes. La première consiste à partir d'une étude de l'économie suisse et à chercher à intégrer celle-ci dans un contexte plus large. La seconde approche consiste, sur la base d'études ou de données internationales, à chercher à isoler le cas de la Suisse. Chacune de ces deux approches a ses avantages et inconvénients et ne peut d'ailleurs se concevoir d'une façon absolue.

Les avantages de la première approche sont surtout liés à la possibilité d'une mise en évidence des problèmes les plus pertinents au cas suisse; mais cette approche rend souvent très difficile leur intégration dans un cadre plus vaste et conduit souvent à laisser échapper certaines spécificités. Les avantages de l'approche comparative sont de disposer de données relativement homogènes qui permettent ainsi de bien faire ressortir les spécificités de la Suisse. Par contre, il n'existe pas nécessairement de telles données pour tous les aspects qui ont un intérêt particulier pour le cas suisse et l'on est parfois tributaire d'études internationales pour le choix de certaines périodes.

En définitive, nous avons choisi la deuxième approche. Et, comme toujours, une raison importante dans ce choix a été l'expérience personnelle.

¹ Cet article reprend largement notre exposé au Séminaire du Troisième Cycle d'Histoire contemporaine et nationale, Crêt-Bérard 17-21 mars 1980. Cependant le champ d'analyse a été sensiblement élargi tant sectoriellement qu'historiquement.

Nous sommes bien davantage spécialisé dans les problèmes de l'histoire économique internationale que dans ceux de la Suisse.

Nous traiterons successivement des aspects suivants: la population (et surtout la population étrangère); les relations extérieures; l'industrie manufacturière; l'agriculture; les services; et, enfin, le niveau de vie. En principe nous nous concentrerons sur les aspects structurels, laissant presque entièrement de côté les aspects purement conjoncturels.

Bien que, dans beaucoup de tableaux, nous débordons (parfois largement) le cadre d'analyse qui est privilégié ici, nous limiterons l'essentiel de nos commentaires à la période 1913-1939. A ce propos, il faut signaler que la Seconde guerre mondiale a entraîné le report dans la plupart des pays des recensements qui étaient prévus vers 1940. Ce qui réduit la disponibilité de certaines données et est un des éléments qui nous conduit à présenter des données ultérieures.

Pourquoi ne pas avoir cherché à replacer la Suisse dans un contexte géographique plus large que l'Europe? Le contexte mondial s'exclut pour des raisons évidentes, dont la principale est la masse du tiers monde. Reste donc l'ensemble des pays développés. Dans ce cas c'est la nature très spécifique des économies des pays de peuplement européen d'outre-mer et du Japon qui aurait enlevé beaucoup de leur pertinence aux comparaisons. D'ailleurs, même pour l'Europe, nous privilégierons les petits pays pour lesquels les données seront présentées séparément de celles des grands pays. Cependant, dans quelques cas spécifiques, nous replacerons la Suisse dans le contexte mondial.

Un dernier mot avant d'aborder le vif du sujet: le contexte européen... De quelle Europe s'agit-il? En raison de l'isolement assez grand de l'URSS dans la période qui nous intéresse le plus ici, il s'agit de l'Europe sans l'URSS.

A. La population: deux spécificités importantes: un faible taux d'urbanisation et une très forte proportion de population étrangère

Commençons par quelques données générales sur la population totale. Avec 3,9 millions d'habitants en 1914 (chiffre qui est pratiquement identique en 1920), la Suisse représente seulement 1,1% de la population européenne. Entre 1920 et 1939, la croissance démographique a été voisine de celle du reste de l'Europe, à savoir assez modérée: 0,4% par an, comparé à 1,2% de 1890 à 1913. Période il est vrai qui, avec celle de 1950 à 1970, est celle de l'expansion la plus rapide de la population suisse. De 1800 à 1890 le taux de croissance de la population a été de 0,6%; de 1950 à 1970 de 1,4%; pour retomber à 0,2% de 1970 à 1983. Encore une fois, ce sont des taux très proches de ceux du reste de l'Europe occidentale.

Tableau 1. Niveaux d'urbanisation (en pourcentage de la population)

	1880	1910	1920	1930	1950
Suisse	20	37	39	41	48
Autriche	16	27	46	46	49
Belgique	43	57	58	60	64
Danemark	23	36	40	42	56
Finlande	6	13	14	17	32
Norvège	16	25	26	26	37
Pays-Bas	44	50	(55)	(65)	(75)
Portugal	15	16	18	19	24
Suède	13	23	27	31	45
Allemagne	29	49	51	53	53
Espagne	26	38	(45)	(50)	(54)
France	28	39	41	45	48
Grande-Bretagne	62	72	73	73	80
Italie	28	40	45	53	56
<i>Europe</i>	24	41	44	48	51

Les chiffres entre parenthèses comportent une marge d'erreur sensiblement plus importante que les autres.

Sources:

BAIROCH, P.: *De Jéricho à Mexico. De l'émergence des cités à l'explosion urbaine du tiers monde*, à paraître, Paris, Gallimard.

A.1. L'urbanisation: un faible taux et pas de grandes villes

Mais passons aux spécificités et, pour commencer, au faible taux d'urbanisation. Certes, vers 1910, la Suisse est aussi urbanisée que le reste de l'Europe, mais sensiblement moins que d'autres pays européens à niveau de développement voisin. Ainsi, si l'on commence par la situation de 1910 (voir le tableau 1), la Suisse, avec ses 37% de population urbaine², a un taux d'urbanisation sensiblement plus faible que des pays tels que la Belgique, l'Allemagne, la France ou l'Italie, dont le niveau de développement et d'industrialisation était voisin, voire inférieur, à celui de la Suisse.

Un calcul économétrique³ permet de conclure que, sur base de différents facteurs économiques (niveau du PNB par habitant; niveau d'industrialisa-

2 Pour raison d'homogénéité, il s'agit ici de population urbaine définie comme celle habitant les villes de 5000 habitants et plus. D'après les services statistiques suisses, sont considérées comme urbaines les communes d'au moins 10 000 habitants, ce qui est incontestablement une limite trop élevée. D'ailleurs, pour le début du XIXe siècle et particulièrement pour la Suisse, la limite des 5000 habitants est également trop élevée.

3 Sous-produit de travaux pour un article à paraître: BAIROCH, P., et GUERTZ, G., «Factors of urbanisation in the 19th Century Developed Countries: A Descriptive and Economic Analysis».

tion; productivité de l'agriculture et taux d'importation de céréales), le niveau de l'urbanisation de la Suisse vers 1910 aurait dû «normalement» se situer à 46%, soit un écart de 24% (et de 9 points). Cette différence s'explique par un certain nombre de facteurs et notamment par la structure politique et géographique du pays. Sans entrer ici dans une analyse explicative approfondie, il apparaît que cette «sous-urbanisation» s'explique, au moins en partie, par la forme de gouvernement (dans peu de pays d'Europe la décentralisation administrative est aussi grande); par le relief; et enfin, et ce n'est pas le moins important, par l'impact du tourisme. Nous reviendrons d'ailleurs plus loin sur ce dernier aspect.

L'entre-deux-guerres amène une certaine atténuation, mais non la disparition de cette spécificité. Un autre aspect spécifique de l'urbanisation suisse est l'importance restreinte des grandes villes. Ainsi, vers 1910, la plus grande ville suisse (Zurich) n'avait que 190 mille habitants, alors que Bruxelles en avait plus de 700 mille, Amsterdam 570 mille, Copenhague 460 mille, Stockholm 340 mille et Oslo 240 mille, pour se limiter aux petits pays avec lesquels la comparaison est assez significative. L'entre-deux-guerres est marqué par une croissance assez lente des quatre plus grandes villes suisses. Sur la base des limites territoriales de 1941 leurs populations combinées passent de 602 mille à 753 mille habitants entre 1920 et 1941 (soit un taux annuel de 1,1%). De ce fait cette spécificité persiste durant cette période, comme d'ailleurs actuellement.

A.2. La population étrangère: une présence massive et précoce

Rappelons d'abord que c'est à partir de la décennie 1890 que le flux migratoire s'inverse; c'est-à-dire que le solde migratoire devient positif. Toutefois, depuis le début du XIXe siècle au moins, la Suisse compte une forte proportion d'étrangers. L'afflux de main-d'œuvre étrangère sera très rapide dans les dernières décennies du XIXe siècle et la première décennie du XXe siècle. La population de nationalité étrangère, qui représentait 3,0% de la population totale au recensement de 1850, atteint les 11,6% au recensement de 1900 et les 14,7% à celui de 1910. Il est probable qu'à la veille de la Première guerre mondiale le cap des 16% ait été atteint, voire dépassé. Dès 1880, et même probablement dès le début du XIXe siècle, cela impliquait une situation très spécifique: aucun autre pays européen n'avait, et de loin, une proportion voisine de population étrangère (voir le tableau 2). Certes, il faut tenir compte de la taille du pays et de sa position géographique. En règle générale plus un pays est petit plus la proportion d'étrangers a tendance à y être élevée en raison de l'importance relative plus grande de régions frontalières où l'on trouve généralement une forte proportion de ressortissants des pays limitrophes. Par ailleurs, la Suisse

Tableau 2. Proportion de population résidente de nationalité étrangère
(en pourcentage de la population totale)

	1880	1910	1920	1930	1970
<i>Suisse</i>	7,4	14,7	10,7	8,7	17,2
<i>Autres petits pays*</i>	1,3	1,5	2,2	1,8	2,9
Autriche ^{a)}	1,2	1,0	–	3,7	2,3
Belgique	2,6	3,4	2,0	3,8	7,2
Danemark ^{b) c)}	2,1	2,9	3,0	2,6	2,4
Finlande	0,5	0,4	1,3	0,8	0,7
Norvège	1,4	1,1	2,4	1,9	1,7
Pays-Bas ^{d)}	1,8	1,0	1,6	2,2	1,6
Portugal	0,8 ^{f)}	0,7	0,5	0,1	0,4
Suède	0,1	0,4	0,9	0,3	0,5
<i>Grands pays*</i>	1,0	1,6	1,9	1,9	3,5
Allemagne ^{e)}	0,6	1,9	2,5	1,2	4,0
Espagne	0,2 ^{f)}	0,3	0,8	0,4	0,9
France	2,7	2,9	3,9	6,9	5,6
Italie	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Royaume-Uni ^{b)}	0,8	2,1	1,8	1,6	5,7
<i>Europe*</i>	1,1	1,8	2,1	2,0	3,6
<i>Europe – Suisse</i>	1,1	1,6	2,0	1,9	3,4

* Ensemble de pays du groupe considéré, sauf pour 1970 où les pays d'Europe de l'Est sont exclus pour des raisons évidentes.

^{a)} Non compris la Hongrie en 1880 et 1910 et territoire non comparable à celui de l'après-guerre.

^{b)} Proportion de personnes nées à l'étranger.

^{c)} Nous avons rectifié les données (pour la période 1880–1930) en considérant que les personnes nées dans la province de Slesvig (rattachée à l'Allemagne en 1864) étaient danoises.

^{d)} En 1880 nées à l'étranger.

^{e)} Le chiffre de 1920 a été interpolé à partir des données de 1910 et de 1925 en postulant de plus faibles changements durant la guerre.

^{f)} Données proches de 1890.

Dans certains cas il s'agit de données se rapportant à une ou deux années avant ou après la date citée.

Sources:

Chiffres par pays d'après:

1880–1930: *Annuaire statistique de la France*, partie rétrospective, 1932, Paris 1932 (pp. 210–211); et volume 1937, Paris 1938 (pp. 247–248). *Office permanent de l'Institut international de la statistique: Annuaire international de la statistique*, vol. I: *Etat de la population*, La Haye 1916 (pp. 136–142). Et BERTILLON, J.: *Statistique internationale*, Paris 1899 (pp. 39–160).

1970: *Nations Unies: Annuaire démographique*, New York, diverses livraisons. Et statistiques nationales.

Totaux régionaux:

Calculs de l'auteur (les totaux incluent les quelques pays non repris dans le tableau).

n'ayant aucune côte maritime, cela renforce le rôle des régions frontalières. Notons qu'après la Première guerre mondiale la proportion d'étrangers sera davantage fonction des politiques d'immigration et du niveau de vie que de la taille ou de la position géographique des pays, sans pour autant éliminer totalement les influences de ces facteurs.

Vers 1880 déjà, la Suisse avait une proportion d'étrangers 5,7 fois plus élevée que la moyenne des autres petits pays d'Europe et près de trois fois plus forte que le pays la suivant immédiatement, à savoir la Belgique. Par rapport aux grands pays d'Europe il s'agit même d'une proportion 7,4 fois plus élevée. Ces écarts se creusent encore jusqu'à la veille de la Première guerre mondiale. Vers 1910, la proportion d'étrangers en Suisse est près de dix fois supérieure à celle de l'ensemble des petits pays.

L'entre-deux-guerres, marqué par l'introduction dans un grand nombre de pays de restrictions à l'immigration, entraîne des mouvements très opposés dans les proportions d'étrangers. Le fait le plus important est évidemment les restrictions à l'entrée aux Etats-Unis: alors que 10,1 millions d'immigrants y étaient entrés entre 1905 et 1914, ce nombre est tombé à 4,3 millions de 1921 à 1930 et à 0,5 million de 1931 à 1940⁴. Dans des proportions beaucoup plus modestes, la France a repris un peu le rôle des Etats-Unis. Entre 1921 et 1931, le nombre d'étrangers et de naturalisés en France a augmenté de 1,3 million, alors que de 1901 à 1911 cette augmentation n'avait été que de 0,3 million.

La Suisse, étant plutôt du côté des pays imposant des restrictions⁵, voit une forte réduction de sa spécificité en tant que pays comptant la proportion la plus élevée d'étrangers. L'écart, qui était de 10 à 1 par rapport à l'Europe, tombe vers les 5 à 1 dans l'entre-deux-guerres. Les années 1930 voient en Suisse, comme partout, une aggravation des mesures restrictives et, par conséquent, une diminution des immigrations. Au recensement de 1941 la proportion d'étrangers en Suisse n'est plus que de 5,2%, soit la plus faible proportion depuis 1870. Bien entendu les données du recensement de 1941 sont déjà perturbées par les hostilités. Mais la période de grande prospérité des années 1950-1973 va modifier radicalement la situation non seulement en Suisse, mais également dans la plupart des pays européens à haut niveau de vie (voir le tableau 2). Vers 1970, la spécificité de la Suisse est

4 D'après U. S. BUREAU OF THE CENSUS: *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*. Washington 1975 (p. 56).

5 L'analyse comparative des législations et pratiques en la matière est délicate. En ce qui concerne la Suisse les premières mesures sont prises en 1917 et impliquent notamment l'obligation d'un visa. En vue de permettre à la Confédération de légiférer en la matière, un nouvel article est introduit dans la constitution en 1928 et la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers voit le jour en 1931. (JOUSSON, B. et DELLSPERGER, C., *Politiques suisses d'immigration en conséquences économiques de cette immigration; 1880-1975*, mémoire d'histoire économique, Université de Genève, 1978.)

atténuée mais non éliminée. La proportion d'étrangers en Suisse est à ce moment là 5 fois supérieure à celle de l'Europe occidentale.

Signalons, pour terminer, que généralement la proportion d'étrangers parmi la population active est plus forte que dans la population totale. Pour la Suisse, la proportion d'étrangers parmi la population active a été la suivante: 1910, 16,7%; 1920, 11,5%; 1930, 10,8%; 1970, 21,9%.

B. Les relations extérieures: exporter sinon investir

En raison à la fois de liens historiques, de la dotation en facteurs de production (main-d'œuvre, capitaux, etc.), des ressources du sol et du sous-sol et, probablement aussi, en raison de ce facteur important dans l'histoire qu'il ne faut pas oublier et que l'on qualifie de hasard ou de chance, les petits pays européens ont été amenés à s'orienter, après la révolution industrielle, vers deux types dominants de développement économique. Le premier groupe de petits pays a eu une «politique» de complémentarité avec l'économie dominante (en l'occurrence le Royaume-Uni) fournissant à celle-ci produits alimentaires et/ou matières premières. Le second groupe a eu un type de développement que l'on peut qualifier de concurrentiel à l'économie dominante, c'est-à-dire un type d'économie basé sur l'exportation d'articles manufacturés. La Suisse fait partie de ce groupe de trois pays concurrentiels avec la Belgique et la Suède. Le reste des petits pays (une dizaine) faisant partie de l'autre groupe.

La présence de la Suisse dans le petit groupe de pays concurrentiels pose à l'historien économiste des problèmes, car apparemment peu de choses la prédisposait à une telle forme de développement. Si l'on appliquait à la Suisse des années 1750-1780 les critères adoptés par les Nations Unies pour la définition des pays du tiers monde les moins développés et ayant le plus besoin d'aide, elle tomberait dans cette classe. En effet parmi ces critères figurent surtout: l'absence de matières premières, l'absence d'un accès à la mer, des terres se prêtant assez peu à des cultures productives. En attendant de disposer d'un plus grand nombre d'analyses sectorielles, les raisons qu'avance Jean-François Bergier⁶ pour expliquer ce «miracle» suisse apparaissent comme très plausibles. Pour Bergier cette industrialisation s'explique surtout par les facteurs suivants: abondance et, par conséquent, bon marché de la main-d'œuvre, notamment dans les Préalpes (régions d'élevage), qualité de cette main-d'œuvre qui fait partie de la zone européenne à haut niveau d'éducation, et déficit agricole poussant à l'activité industrielle dont la Suisse avait une vieille tradition.

⁶ BERGIER, J.-F., *Histoire économique de la Suisse*. Lausanne 1984 (pp. 176-182).

Tableau 3. Exportations par habitant (en dollars courants; moyennes annuelles triennales pour 1840-1910)

	1840	1880	1910	1928	1938	1970
Suisse	18	50	60	101	72	820
Belgique	7	43	85	108	86	1060
Suède	4	13	28	69	74	840
Danemark	6	20	45	126	89	680
Portugal	4	5	6	6	7	100
Royaume-Uni	10	30	48	77	48	320
France	4	15	29	50	21	350
Allemagne	4	16	27	45	31	490
<i>Europe</i>	3	15	25	41	26	340
Russie	1	3	7	3	1	55

Sources:

BAIROCH, P.: «European Foreign Trade in the XIXth Century: The Development of the Value and Volume of Exports (Preliminary Results)», *Journal of European Economic History*, vol. 2, n° 1, Spring 1973 (p. 17). Et données réunies pour cette étude. Sauf 1928 et 1938: d'après S.D.N. (Société des Nations): *Le réseau du commerce mondial*, Genève 1942 (pp. 116-117 et 197).

Mais quel que soit le modèle de développement poursuivi par les petits pays, ceux-ci ont une caractéristique commune, à savoir d'être des économies extraverties, c'est-à-dire d'axer leurs activités sur le marché international. En règle générale, l'importance relative du commerce extérieur d'un pays est en raison inverse de sa taille et en raison directe de son niveau de développement, d'où la spécificité de la Suisse dans son commerce extérieur. Voyons cet aspect; puis nous passerons ensuite à un domaine où la spécificité de la Suisse est encore plus marquée, à savoir les investissements à l'étranger.

B.1. Le commerce extérieur: une réadaptation rapide

Comme on peut le voir dans le tableau 3, la Suisse, qui était jusque vers les années 1880 le pays dont les exportations par habitant étaient les plus élevées, se voit progressivement dépassée par la Belgique, puis par le Danemark et, enfin, par la Suède. Notons toutefois que, par rapport à l'ensemble de l'Europe, la Suisse garde son avance puisque ses exportations par habitant qui, vers 1910, étaient 2,4 fois supérieures à celles du continent, le sont 2,8 fois en 1938.

L'approche adoptée ici nous empêche d'expliquer les raisons internes de cette évolution, notamment de son dépassement par d'autres petits pays;

Tableau 4. Structure par produits des exportations de la Suisse
(en pourcentage du total; valeurs courantes; moyennes annuelles triennales)

	1912	1923	1928	1937	1973
<i>Textiles</i>	44,1	43,8	35,6	20,1	8,9
Soie	20,6	21,2	17,2	7,6	-
Coton	20,3	19,2	13,8	9,7	-
<i>Produits métalliques</i>	28,1	32,5	39,5	50,3	52,3
Machines	8,1	9,0	11,8	16,1	30,5
Montres	13,0	12,0	14,6	18,2	10,7
<i>Produits chimiques</i>	4,7	6,4	8,2	15,5	21,9
<i>Produits agricoles</i>	14,6	8,6	11,0	6,2	3,1
Fromage	5,0	3,9	5,9	3,8	1,2
Chocolat	3,7	1,5	1,6	0,2	0,3
Lait condensé	3,3	1,7	2,1	0,4	0,1
<i>Total ci-dessus (en%)</i>	91,5	91,3	94,3	92,1	86,2
<i>Total exportations</i> (millions de francs)	1330,4	1864,0	1997,6	1161,4	30 496,3

Sources:

1912-1937: d'après *Annuaire statistique de la Suisse, 1946*, Berne 1947 (pp. 342-343 et 320).
1973: d'après *Annuaire statistique de la Suisse, 1975*, Berne 1975 (p. 211).

toutefois, l'analyse comparative permet de signaler au moins deux éléments. Vers 1850, alors que, selon nos estimations, la Suisse importait quelque 25-30% de sa consommation de céréales, ce taux était de l'ordre de 5% en Belgique. Or, vers 1910, les situations étaient devenues plus égales: Suisse, 78%; Belgique, 59%. D'autre part, comme nous le verrons plus loin, le transfert à l'étranger de nombreuses unités de production a dû jouer un rôle non négligeable.

Cette perte relative du commerce extérieur suisse ne doit pas masquer les importantes transformations subies par la structure par produit de ses exportations. En fait la période d'entre-deux-guerres voit un formidable réaménagement de cette structure (voir le tableau 4). Les textiles qui représentaient encore 44% des exportations totales vers 1923 n'en fournissent plus que 20% vers 1938. Forte diminution aussi de l'importance relative des exportations de produits agricoles qui passent de 14,4% à la veille de la Première guerre mondiale à 6,2% à la veille de la Seconde guerre mondiale. Nous aurons l'occasion de revenir sur cet aspect dans la section consacrée à l'agriculture. Par contre, la part des machines passe de 9 à 16% et celle des produits chimiques de 6 à 16%. Bref, c'est alors que se met en place le nouveau visage qui sera celui des exportations de la Suisse actuelle.

Tableau 5. Part de la Suisse dans les exportations d'articles manufacturés des principaux pays industrialisés d'Europe^{a)}

	1913	1929	1937	1959
<i>Métaux et constructions métalliques</i>	1,9	3,1	3,0	3,3
Métaux	0,8	1,8	1,8	1,0
Machines	4,2	5,4	5,3	6,8
Equipements de transport	1,1	1,0	1,0	0,3
Autres	1,1	2,4	3,2	4,7
<i>Produits chimiques</i>	2,7	4,5	6,2	9,5
Biens intermédiaires	2,8	5,0	6,3	6,5
Produits finis	2,6	3,7	6,2	14,8
<i>Textiles et habillement</i>	5,6	4,5	4,2	7,0
Fils	7,0	5,5	4,7	7,5
Tissus	5,9	3,8	3,9	6,6
Vêtements	3,2	5,5	4,6	7,2
<i>Autres articles manufacturés</i>	4,6	5,2	6,7	9,8
Biens intermédiaires	1,1	1,5	2,1	2,5
Produits finis	5,7	6,8	8,5	12,8
<i>Total</i>	3,8	4,1	4,4	5,4

^{a)} Allemagne, Belgique, France, Italie, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

- Les données de 1959 ne sont pas strictement comparables à celles qui précèdent; voir la note du texte.
- Les montres sont comprises dans la rubrique «autres articles manufacturés: produits finis».

Sources:

Calculs de l'auteur d'après MAIZELS, A.: *Industrial Growth and World Trade*, Cambridge 1965 (pp. 476-486 et 504).

Une autre façon de mesurer cette restructuration est le calcul du coefficient de variation des onze groupes de produits présentés dans le tableau 4. Le coefficient de variation, qui mesure la dispersion des données, passe de 68% à 52% entre 1913 et 1938. Donc des exportations par produits plus également réparties et, surtout (comme nous l'avons vu plus haut), une restructuration en faveur des produits à forte valeur ajoutée. Et il s'agit d'une restructuration plus rapide que celle des autres pays industrialisés d'Europe. En effet, comme on peut le voir dans le tableau 5, la part de la Suisse dans les exportations de machines des principaux pays industrialisés d'Europe passe de 4,2 à 5,3% entre 1913 et 1938 et celle des produits chimiques de 2,7 à 6,2%. Par contre, et c'est là un aspect important vu la place que prendra la voiture après la Seconde guerre mondiale, l'industrie suisse dans le domaine des équipements de transport voit sa part relative, déjà très faible, stagner. Notons que les véhicules routiers ne représentent qu'un

peu plus de la moitié de ces exportations; et surtout notons qu'après la Seconde guerre mondiale cette place se réduisit encore puisque pour 1959 il s'agit de moins du tiers et qu'à ce moment la Suisse ne représente plus que 0,2% des exportations de véhicules terrestres de l'ensemble des pays industrialisés d'Europe⁷.

Nous ne pouvons pas abandonner le commerce extérieur sans évoquer, au moins brièvement, les exportations horlogères. Comme on peut le voir dans le tableau 4, entre 1912 et 1938 les montres n'ont représenté en moyenne que le septième des exportations totales. A la vue de cette faible proportion on est en droit de se demander si l'image de la Suisse «pays des montres» est valable? En définitive... oui, et ce pour une double raison.

La première, et la plus importante, tient à la place de la Suisse dans le commerce international de montres: dans l'entre-deux-guerres, on peut estimer à 85-90% la part de la Suisse dans celui-ci⁸. Autre élément significatif de la suprématie de l'industrie horlogère suisse c'est sa part dans la production mondiale. Selon les estimations de David Landes⁹, à la veille de la Première guerre mondiale la Suisse produisait beaucoup plus que la moitié de la production mondiale. Apparemment cette proportion est encore plus forte entre les deux guerres. Après la Seconde guerre la Suisse aura même, durant une brève période, le quasi-monopole dans ce domaine, puisqu'en moyenne pour 1945 et 1946 elle représente 79% de la production mondiale. Puis de 1955 à 1973 ce taux oscillera autour des 45%, pour amorcer une chute avec l'arrivée de la montre à quartz: 29% en 1975¹⁰ et quelque 13% en 1982¹¹.

La seconde raison tient à l'importance de la valeur ajoutée locale de ce secteur qui est sensiblement plus élevée que dans la moyenne des autres secteurs d'exportation; de sorte qu'en termes de valeur ajoutée locale dans les

7 Notons que les données de 1959 ne sont pas strictement comparables aux séries précédentes, puisqu'en ce qui concerne l'Allemagne il s'agit alors de l'Allemagne occidentale. Ceci implique que l'entité géographique de référence a, en 1959, une assise industrielle de quelque 11% inférieure à celle de 1938. Il convient donc de tenir compte de cet élément en appréciant la part relative de la Suisse. Au niveau de l'ensemble des articles manufacturés cela implique que la part relative de la Suisse devait être de 4,8 au lieu de 5,4 tel que repris dans le tableau 8. Il est évidemment pratiquement impossible et illusoire de recalculer les chiffres réels au niveau de chaque produit.

8 HUBER, M., «Uhrenindustrie». In: *Handbuch der Schweizerischen Volkswirtschaft*, vol. II, Berne 1939 (pp. 437-443, notamment page 440).

9 LANDES, D. S., *Revolution in Time. Clocks and the Making of the Modern World*. Harvard 1983 (p. 326).

10 LANDES, D. S., op. cit. (p. 387).

11 FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE HORLOGÈRE SUISSE, *Industrie et concurrence internationale en chiffres*, Bienne, avril 1984. Stencil. En fait, la proportion est plus proche des 16% que des 13% mentionnés plus haut, car dans les 400 millions de montres que représentait la production mondiale en 1982 figurent quelques 70 millions de «penwatches and other timepieces», produits surtout de Hong Kong et quelques millions de «grosse horlogerie» inclus dans les chiffres de montres des pays de l'Est.

exportations les montres doivent probablement représenter le cinquième ou le sixième (au lieu du septième en termes de valeur). En termes d'emploi, entre 1910 et 1930, le secteur horloger et bijoutier a oscillé autour des 60 000 personnes, soit 8% de l'emploi de l'industrie ou 3% de l'emploi total¹².

Enfin signalons que la décennie 1930 a été marquée par une évolution assez favorable des exportations horlogères. Vers 1937/38 non seulement la part relative des montres dans les exportations totales a atteint un sommet historique avec 18% (voir le tableau 4), mais le nombre de montres exportées a atteint, quant à lui, un sommet de 17,5 millions d'unités, chiffre qui ne sera dépassé qu'en 1951. Notons néanmoins le très fort recul des exportations de montres en métaux précieux.

B.2. Les investissements à l'étranger: précocité et importance relative

C'est probablement enfoncer une porte ouverte que de prouver que la Suisse a joué un rôle important dans les investissements à l'étranger. Néanmoins il convient de préciser les ordres de grandeur. Vers 1913, la Suisse – qui représentait 1% de la population européenne, 3% des exportations d'Europe, 4% des exportations d'articles manufacturés d'Europe – disposait de quelque 5–7% de la valeur brute du stock des capitaux européens à l'étranger et peut-être 10–20% de la valeur du stock européen de capitaux fixes à l'étranger. L'imprécision de ces pourcentages est davantage due à l'imprécision des chiffres suisses qu'à ceux de l'Europe, lesquels sont loin d'être parfaits. Et c'est peut-être là l'occasion d'insister sur l'état de sous-développement des statistiques suisses du XIXe siècle et ce dans pratiquement tous les domaines (démographie exceptée).

En termes de stock de capitaux à l'étranger par habitant, la Suisse occupait, vers 1913, la première place, dépassant probablement le Royaume-Uni et se situant à peu près au double du petit pays qui la suivait en ce domaine: les Pays-Bas.

Apparemment, nous disons bien «apparemment» car les données sont très approximatives, la Suisse perd un peu de sa prééminence entre les deux guerres, puisque vers 1938 sa part dans le stock brut des investissements européens à l'étranger se situe vers les 4–5%. En termes d'investissements par habitant, la Suisse reste toujours à la tête de l'Europe (et du monde), mais l'écart avec le Royaume-Uni et surtout les Pays-Bas s'est rétréci d'une façon telle qu'il n'est pas impossible, vu la marge d'erreur des données, qu'en réalité la Suisse n'occupe plus que la deuxième ou troisième place en la matière. Bien entendu, après la Seconde guerre mondiale et surtout en ce

¹² *Annuaire statistique de la Suisse 1946*. Berne 1947 (p. 75).

Tableau 6. Stock brut de capitaux à l'étranger (en dollars courants)

	<i>Total</i> (en milliards de dollars)			<i>Par habitant</i> (en dollars)		
	1913	1938	1967 ^{a)}	1913	1938	1967 ^{a)}
Suisse	(2,7)	(2,3)	5,0	(700)	(570)	830
Belgique	(1,9)	1,3	2,0	(250)	(160)	210
Pays-Bas	1,2	4,8	2,2	320	550	170
Suède	1,0	0,4	1,7	180	60	220
Allemagne	4,7	0,7	3,0	70	10	50
France	9,0	3,9	6,0	230	90	120
Royaume-Uni	20,3	22,9	17,5	440	480	320
<i>Europe^{b)}</i>	40,3	38,0	41,0	130	100	120
Etats-Unis	3,5	11,7	56,6	40	90	280
<i>Monde</i>	47,0	52,0	105,3	-	-	-

^{a)} Investissements directs uniquement, donc non comparables avec les séries précédentes.

^{b)} Europe sans la Russie en 1913 et en 1938; Europe occidentale en 1967.

Les chiffres entre parenthèses comportent une marge d'erreur sensiblement plus importante que les autres.

Sources:

1913: d'après BAIROCH, P.: *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle*, Paris-La Haye 1976 (pp. 100-101 et 278-279).

1938: d'après (et avec certaines rectifications) WOODRUFF, W.: *Impact of Western Man*, New York 1966 (pp. 156-157). DUNING, J. H.: *Capital Movements in the Twentieth Century* in DUNING, J. H. (éd.): *International Investissements*, Harmondsworth 1972 (pp. 53-91, notamment page 63).

1967: NATIONS UNIES: *Transnational Corporations in World Development. A Re-Examination*, New York 1978 (pp. 126).

qui concerne les investissements directs, la Suisse occupe en termes de données par habitant la première place avec un montant 2,6 fois plus élevé que le pays la suivant immédiatement, à savoir les Etats-Unis (voir le tableau 6).

A la lecture des pourcentages de la part de la Suisse dans le stock brut des investissements directs, on aura compris que la nature des investissements suisses est très différente de celle de la plupart des autres pays. En effet, la proportion des investissements directs (par opposition aux investissements de portefeuille) est sans aucun doute beaucoup plus élevée en Suisse. A l'état actuel de la recherche il est impossible de fournir des chiffres tant soient peu précis pour la période qui nous intéresse ici; mais la présence massive et l'ancienneté des multinationales suisses sont un très bon indica-

teur en la matière. Dans une analyse que nous avons effectuée¹³, sur la cinquantaine des plus importantes multinationales industrielles actuelles, la Suisse en comptait six et toutes les six (Nestlé, Ciba-Geigy, Brown-Boveri, Roche-Sapac, Sandoz et Sulzer) avaient commencé leurs activités à l'étranger avant 1915, alors que pour les multinationales des sept autres pays pris ensemble cette proportion n'était que de 57%.

Cela permet de postuler qu'à la veille de la Première guerre mondiale l'importance relative de la Suisse dans l'ensemble des multinationales industrielles était très grande. Un calcul sommaire (tenant compte d'un taux général d'omission et d'un plus fort taux de survie des entreprises suisses) laisse supposer que quelque 13-18% des entreprises multinationales industrielles dans le monde étaient alors suisses. Si l'on traduit ces chiffres en données par habitant (en limitant l'aire d'origine des multinationales aux pays suivants: Etats-Unis, Allemagne, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède) on aboutit à une Suisse ayant par habitant 14-19 fois plus de multinationales que le reste de ces pays. Par contre, si l'on limite la comparaison aux petits pays, le caractère exceptionnel de la Suisse se réduit considérablement, mais demeure très important. Comparée à l'ensemble: Belgique-Suède-Pays-Bas, la Suisse n'avait probablement que 4-6 fois plus de multinationales industrielles par habitant; et, par rapport aux Pays-Bas seuls, probablement que le double.

Il est évident que l'ampleur et la précocité de la création d'unités de production à l'étranger sont à rattacher aux difficultés rencontrées à partir des années 1880 par les exportations suisses qu'handicapait le retour au protectionnisme de l'Europe continentale. Mais une fois créées, ces unités ont aussi contribué indiscutablement à relâcher les efforts pour élargir les marchés d'exportation. Nous avons pu estimer¹⁴ que les capitaux suisses investis dans les secteurs de la production industrielle à l'étranger pouvaient générer un volume de production plus important que l'ensemble des exportations suisses, alors que pour l'ensemble de l'Europe il s'agissait d'un montant trois fois inférieur au total des exportations européennes.

Entre les deux guerres, vu le plus grand nombre de créations de multinationales d'autres pays, l'importance relative de la Suisse a eu plutôt tendance à se restreindre qu'à s'accroître. Toutefois, il faut insister sur le caractère fragile des données disponibles en la matière: une histoire internationale des multinationales d'avant 1946 reste à écrire.

Selon des données, certes très fragiles, émanant des calculs de la balance des paiements, les recettes nettes des investissements à l'étranger de la Suisse ont été très importantes. A la veille de la Première guerre mondiale, il s'agissait de quelque 365 millions de francs par an, ce qui devait consti-

13 BAIROCH, P., *Industria*. In: *Enciclopedia Einaudi*, vol. 7, Turin 1979 (pp. 313-352).

14 BAIROCH, P., *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle*. Paris-La Haye 1976 (p. 279).

tuer un sommet historique. Un nouveau sommet est atteint en 1927/29, avec 450 millions; et les années 1935/39 voient, quant à elles, un creux de 140 millions¹⁵. En termes de proportion de revenu national brut cela représente 7-8% pour 1911/13, 4-5% pour 1927/29 et 1-2% pour 1935/39 (3% pour 1969/71).

Avant d'abandonner ce problème si controversé des investissements à l'étranger et des multinationales, insistons sur le danger d'interprétation des données: tant les chiffres absolus que les chiffres par habitant peuvent prêter à des interprétations simplistes. Par exemple, le fait que vers 1913 la Suisse avait probablement 14-19 fois plus d'entreprises multinationales industrielles par habitant que le reste des pays investissant à l'étranger (et probablement 30-40 fois plus par habitant que le reste du monde occidental) ne doit pas faire oublier que la Suisse avait alors 3,8 millions d'habitants; c'est-à-dire 0,6% de la population totale des pays développés (et 0,2% de celle du monde). Donc, afin de juger de l'importance de la Suisse sur le plan international, les chiffres absolus sont, dans ce cas, plus significatifs que ceux par habitant, alors que pour l'impact sur la Suisse les chiffres par habitant ont plus de portée.

C. L'industrie: une restructuration mais avec un recul relatif

La période de l'entre-deux-guerres est celle où, comme nous l'avons vu au travers des changements de structure du commerce extérieur, le visage industriel de la Suisse se transforme rapidement. Mais toute structuration se réalise au détriment de certains secteurs. Et l'image vue du côté de l'emploi et de la production est moins positive que du côté des ventes à l'étranger. En effet, si les principaux secteurs en progression (métal, fabrication de machines et chimie) gagnent entre 1910 et 1941 quelque 133 mille emplois, les principaux secteurs en déclin (textile, habillement et horlogerie) en perdent durant la même période quelque 144 mille¹⁶. Et, cela est évident, ces pertes et ces gains n'ont pas été géographiquement ni socialement répartis uniformément. Mais c'est un problème qui déborde du cadre de la présente analyse.

Notons qu'au côté des principaux secteurs en progression (métal, machines et chimie) on relève aussi des évolutions positives dans un certain nombre d'autres secteurs: c'est notamment le cas de l'alimentation - dont, entre

15 KELLENBERGER, E., *Kapitalexport und Zahlungsbilanz*. Berne, 3 volumes, 1939-1942 (vol. 2, pp. 21, 155, 248, 307; vol. 3, pp. 87, 244, 364).

16 Il s'agit là de chiffres légèrement différents de ceux que l'on peut retirer du tableau 7 en raison d'une modification des modalités de recensement (voir le tableau 7).

Tableau 7. Population active dans l'industrie manufacturière^{a)}

	<i>Suisse (1000 Personnes)</i>			<i>Total Suisse</i>
	Principaux secteurs en déclin ^{b)}	Principaux secteurs en progrès ^{c)}	Total industrie manufacturière ^{a)}	en pourcentage de l'Europe
1880	348	29	513	2,2
1900	347	74	608	1,9
1910	380	108	691	1,9
1920	348	166	715	1,8
1930	294	188	713	1,7
1941	241	244	737	-
1950	256	267	826	1,8

^{a)} Y compris «électricité, gaz et eau», mais non compris la «construction».

^{b)} Textile, habillement, horlogerie et bijouterie.

^{c)} Métal, fabrication de machines et chimie.

Sources:

Suisse d'après *Annuaire statistique de la Suisse, 1931*, Berne 1932 (p. 40). Volume 1946, Berne 1947 (p. 74). Et volume 1955, Berne 1956 (p. 64).

Les chiffres de 1941 et de 1950 ont été ajustés afin de tenir compte de la répartition différente des chômeurs.

Europe: BAIROCH, P. et LIMBOR, J.-M.: «Evolution de la population active dans le monde par branches d'activité et par régions, 1880-1960», *Revue internationale du travail*, vol. 98, n° 4, octobre 1968 (pp. 343-369). Avec calculs complémentaires pour 1910.

1910 et 1941, le nombre d'actifs a progressé de 22 700 personnes – et les arts graphiques (progression de 10 500 personnes) (voir le tableau 7).

Enfin, avant de passer à la confrontation avec le reste de l'Europe, on relèvera particulièrement l'évolution négative de l'ensemble de l'emploi industriel entre 1920 et 1930, lequel stagne; alors que l'ensemble de la population active progresse de 3,8%. En ce qui concerne les données de 1941 il faut évidemment tenir compte du caractère exceptionnel de la date du recensement. La guerre a entraîné en Suisse une forte expansion de certains secteurs et notamment du secteur métal et machines. Les demandeurs d'emploi dans l'industrie manufacturière, qui étaient en moyenne au nombre de 30 270 durant les années 1935-1938, ne s'élevaient plus qu'à 3680 pour 1941. Les demandeurs d'emploi du secteur métal et machines sont passés de 9390 à 645¹⁷. Certes, une partie de la réduction du nombre de demandeurs d'emploi est due à la mobilisation.

L'importance relative de la Suisse dans l'emploi industriel de l'Europe se réduit entre 1920 et 1930 et très probablement aussi entre 1930 et 1940. A

¹⁷ Calculs d'après *Annuaire statistique de la Suisse, 1955*, Berne 1956 (p. 394). Nous avons postulé que la moitié des manœuvres émarge au secteur manufacturier.

propos de cette dernière période, qui est celle de la dépression des années 1930, il convient de bousculer quelque peu les idées reçues sur la conjoncture internationale. Les années 1930 ont certainement été une période très négative pour la Suisse ainsi que pour un bon nombre de pays, dont la puissance dominante de l'époque, à savoir les Etats-Unis, ainsi que notamment la France et la Belgique; ce qui a probablement contribué à donner une image négative de la conjoncture internationale dans le monde francophone. Mais, pour un certain nombre de pays européens, parmi lesquels les deux principales puissances industrielles (Royaume-Uni et Allemagne), la décennie 1930 a été assez positive, en tout cas meilleure que celle de 1920. Parmi les autres pays européens qui ont aussi connu une assez bonne conjoncture durant les années 1930 figurent l'Italie, la Suède, la Norvège et quelques pays de l'Europe de l'Est. De ce fait, pour l'ensemble de l'Europe (sans la Russie), le niveau de la production industrielle en 1937/39 se situe à 28% au-dessus de celui de 1927/29. Soit un taux annuel de croissance de 2,5%¹⁸. Ce taux est certes plus faible que celui extrêmement élevé durant les années 1924-1929 (où il a dû s'agir de 4,0%) mais reste un rythme de croissance très honorable, puisque même plus élevé que celui enregistré entre 1879/81 et 1913 (2,1%).

Passons de l'emploi à la production. Les données disponibles en la matière confirment le recul relatif de la Suisse et ce durant l'ensemble de la période 1913-1938 (voir le tableau 8). A la veille de la Première guerre mondiale l'industrie manufacturière suisse représentait quelque 1,8% de celle de l'Europe; vers 1928, il s'agissait de 1,5%. Et à la veille de la Seconde guerre mondiale cette proportion était tombée à 1,2%. Certes, il s'agit là de pourcentages approximatifs, mais la marge d'erreur n'est pas suffisante pour modifier le sens de l'évolution. Bien entendu, si dans ces calculs l'on pouvait inclure les unités de production à l'étranger les proportions se trouveraient fortement accrues et l'évolution serait peut-être différente.

En termes de niveau d'industrialisation par habitant, la Suisse a occupé la première place en Europe, après le Royaume-Uni, pendant quelque 4-5 décennies: entre 1800 et 1840/50. Vers 1850/60, elle est dépassée par la Belgique, sans que l'écart entre ces deux pays soit important. Mais, entre les deux guerres, la Suisse se fait dépasser par la Suède et l'Allemagne. Donc, par rapport aux deux autres petits pays fortement industrialisés, la Suisse voit un recul de son industrie manufacturière. Sans entrer ici dans une analyse explicative dont nous avons déjà laissé entrevoir certains éléments, il faut relever un élément qui est à la fois conséquence et cause de cette évolution divergente, à savoir le déclin plus lent du secteur agricole. De ces évolutions on pourra déduire que cette période a vu en Suisse un dévelop-

18 D'après BAIROCH, P., «International Industrialization Levels from 1750 to 1980», *Journal of European Economic History*, vol. II, no 2, Fall 1982 (pp. 269-333).

Tableau 8. Volume de la production de l'industrie manufacturière
(Royaume-Uni de 1900 = 100; moyennes annuelles triennales)

	1880	1913	1928	1938	1953
<i>Production totale</i>					
Suisse	2,6	8,0	8,8	9,0	19,8
Belgique	5,7	16,3	22,4	18,0	24,8
Suède	2,6	9,0	12,5	20,6	23,4
Allemagne	27,4	137,7	158,0	214,0	180,0
Espagne	5,8	11,0	15,6	14,2	24,0
France	25,1	57,3	82,0	74,0	98,0
Italie	8,1	22,5	37,3	46,4	71,0
Royaume-Uni	73,3	127,2	135,0	181,0	258,0
<i>Europe</i>	228,6	451,2	577,0	751,0	963,0
<i>Production par habitant</i>					
Suisse	39	87	90	88	167
Belgique	43	88	116	89	117
Suède	24	67	84	135	163
Allemagne	25	85	101	128	144
Espagne	14	22	28	23	31
France	28	59	82	73	95
Italie	12	26	39	44	61
Royaume-Uni	87	115	122	157	210
<i>Europe</i>	23	45	65	78	99

Sources:

BAIROCH, P.: «International Industrialization Levels from 1750 to 1980», *Journal of European Economic History*, vol. II, n° 2, Fall 1982 (pp. 269-333).

pement de l'emploi dans les services. C'est effectivement le cas si l'on prend l'ensemble des services ou, si l'on préfère une terminologie plus répandue, l'ensemble du tertiaire; entre 1920 et 1930, le nombre d'actifs passe de 455 à 526 mille personnes. Ceci constitue une bonne transition aux deux prochains aspects.

*D. L'agriculture: une forte dépendance extérieure,
mais le maintien d'un paysannat*

L'agriculture est un domaine où l'analyse comparative est assez délicate. Et ce pour deux raisons. La première, la plus importante, tient aux caractéristiques physiques du sol et, notamment, du relief de chaque pays. La seconde tient à l'action des pouvoirs centraux. La plupart des pays euro-

Tableau 9. Production locale de céréales en pourcentage de la consommation totale; pays importateurs nets

	1878/82	1909/13	1934/38	1948/52
Suisse	47	22	23	36
Belgique ^{a)}	53	41	41	55
Danemark	103	72	80	96
Finlande	87	64	84	81
Norvège	59	36	40	39
Pays-Bas		32	43	47
Portugal	98	81	94	81
Suède	105	86	97	90
Allemagne	89	83	89	–
France	87	88	90	92
Italie	95	81	95	85
Royaume-Uni	55	38	42	53

^{a)} Après 1909/13: Belgique et Luxembourg.

Sources:

Avant 1934/38: BAIROCH, P.: «L'agriculture des pays développés 1800–1913: production, productivité, rendements et quelques aspects structurels», article à paraître.

1934/38 et 1948/52: Calculs de l'auteur d'après F.A.O.: *Annuaire de la production*, Rome, diverses livraisons. Et F.A.O.: *Annuaire du commerce*, Rome, diverses livraisons.

péens ont, dès les années 1880/90 et durant toute la période de l'entre-deux-guerres, adopté des mesures tarifaires propres à protéger l'agriculture. Dans certains pays ces mesures ont été accompagnées d'autres plus directes.

Dans le contexte européen l'agriculture suisse a, dès le début du XIXe siècle, une spécificité dont nous avons déjà parlé: un très fort taux d'importation nette de céréales. Des données relativement valables ne sont disponibles qu'à partir du milieu du XIXe siècle. Vers 1840, alors que pratiquement toute l'Europe était auto-suffisante dans sa consommation de céréales, la Suisse (mais également les Pays-Bas et la Norvège) importait quelque 25–35% de sa consommation céréalière. A la veille de la Première guerre mondiale le nombre de pays importateurs s'était considérablement élargi: sur les 19 plus importants pays européens, 12 dépendaient pour plus de 10% de l'extérieur; et, parmi ceux-ci, 5 dépendaient pour plus de 50% de l'extérieur pour leur approvisionnement en céréales. La Suisse était dans ce dernier groupe et sa dépendance extérieure était la plus forte: 78%; ou, si l'on préfère, la Suisse ne produisait que 22% des céréales qu'elle consommait (voir le tableau 9). Pour les deux autres petits pays industrialisés cette proportion (de production locale) était de 41% pour la Belgique et de 86%

pour la Suède. Pour l'ensemble de l'Europe (sans la Russie) il s'agissait de 81% et pour les seuls pays déficitaires d'Europe (sans la Suisse) de 77%.

Entre les deux guerres, la quasi-totalité des pays européens réduisent sensiblement leur dépendance céréalière. La Suisse et aussi la Belgique échappent à cette tendance sans toutefois accroître leur dépendance.

La réduction de la dépendance céréalière des pays européens se place surtout après la crise de 1929 où, progressivement, tous ces pays adoptèrent non seulement des tarifs prohibitifs envers les importations de céréales, mais mirent aussi en place toute une série de mesures, allant jusqu'à un monopole d'Etat pour gérer les importations (notamment dans les pays suivants: Italie, Pays-Bas, Belgique et Danemark). En définitive c'est encore en Suisse que ces mesures furent le plus anodines, avec notamment des droits de douane très faibles¹⁹. De ce fait la Suisse a vu sa part dans les importations mondiales de blé passer de 1,9% pour 1924/29 à 2,7% pour 1934/38. Ainsi la spécificité de la Suisse en tant que pays à plus faible couverture locale de production céréalière se renforce encore: pour 1934/38, 23% de production locale en Suisse contre 80% pour l'ensemble des autres pays déficitaires sans la Suisse²⁰. Ce qui aboutira à créer de graves problèmes durant la Seconde guerre mondiale et la nécessité de mesures très énergiques pour augmenter rapidement la production. D'ailleurs, comme on peut le voir dans le tableau 9, après la Seconde guerre mondiale la couverture locale de la consommation céréalière a progressé, passant de 23 à 36% de la consommation.

Si, depuis fort longtemps, la Suisse a été un importateur net de céréales, depuis des siècles elle a été aussi un exportateur net de produits laitiers. Il s'agit évidemment de fromage, mais aussi, après 1866 – date de création à Cham (canton de Zoug) de la première usine européenne – de lait condensé. A cela on peut ajouter le chocolat; l'invention du chocolat au lait par Daniel Peter vers 1875 donna à la Suisse sa chance: les exportations de cho-

19 Ainsi, en 1937, les droits de douane sur le blé étaient les suivants (en Reich Marks par tonne): Allemagne, 35,0; Autriche, 13,6; France, 9,9; Danemark, 1,7; Italie, 1,0; Royaume-Uni, 0,6; et Suisse, 0,4. INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE, *World Trade in Agricultural Products. Its Growth; Its Crisis; and the New Trade Policies*. Rome 1940 (pp. 40–43).

20 Calculs de l'auteur d'après FAO: *Annuaire de la production, 1954*, Rome 1955 (pp. 21–37). Et FAO: *Annuaire du commerce, 1958*, Rome 1959 (pp. 87–104). Afin de rendre les chiffres plus comparables à ceux d'avant la Première guerre mondiale nous avons considéré les pays de l'ancien Empire austro-hongrois comme une seule entité.

Signalons, en ce qui concerne la Suisse, que sur le plan de l'ensemble des produits alimentaires le déficit est sensiblement plus faible que pour les seules céréales. Voici l'évolution du taux de couverture par la production intérieure de la consommation alimentaire totale: 1908/12, 53,1%; 1934/36, 52,2%; 1943/45, 70,5; 1946/50, 54,4%. GASSER-STAGER, W., «Strukturwandlungen in der schweizerischen Landwirtschaft seit dem 19. Jahrhundert». In: *Ein Jahrhundert Schweizerischer Wirtschaftsentwicklung, Revue Suisse d'Economie politique et de Statistique*, n° 1/2, 100e année, mars-juin 1964 (pp. 106–132).

Tableau 10. Exportations nettes de produits laitiers (en 1000 tonnes)

	1878/82	1911/13	1925/29	1934/38	1948/52
<i>Fromage</i>					
Suisse	19,3	28,7	27,5	17,1	13,2
Danemark	-	-	6,2	8,2	36,3
Finlande	0,1	0,7	2,7	5,3	5,9
Italie	-	21,4	30,1	19,7	6,2
Pays-Bas	26,9	57,4	89,2	59,4	60,8
<i>Europe</i>					
(exportations brutes)	(62,0)	141,8	199,4	145,0	158,0
<i>Monde</i>					
(exportations brutes)	-	249,7	341,3	280,0	331,0
<i>Lait condensé</i>					
Suisse	6,5	36,4	34,8	5,9	3,1
Danemark	-	24,6	25,2	18,3	39,3
Norvège	0,4	16,8	8,7	2,1	0,1
Pays-Bas	-	-	144,9	161,5	138,5
<i>Europe</i>					
(exportations brutes)	-	-	239,1	218,0	212,0
<i>Monde</i>					
(exportations brutes)	-	-	318,0	269,0	403,0

Sources:

1880 Finlande: PIHKALA, E.: *Suomen Ulkomaankauppa, 1860-1917 (Finland's Foreign Trade)*, Helsinki 1969 (p. 92). Italie: *Annuario Statistico Italiano, 1886*, Rome 1887 (p. 1077). Norvège: *Historisk Statistikk, 1968*, Oslo 1969 (p. 299). Pays-Bas: *Statistical Abstract for the Principal Foreign Countries in Each Year from 1878 to 1887-88*, Londres 1890 (pp. 68-69).

1911/13 d'après INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE: *Annuaire international de statistique agricole, 1928/29*, Rome 1929 (pp. 434-441 et 448-453).

1925/29 d'après INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE: *Annuaire international de statistique agricole, 1933/34*, Rome 1939 (pp. 535-540 et 549-553).

1934/38 et 1948/52 F.A.O.: *Annuaire du commerce, 1958*, Rome 1959 (pp. 67-71 et 75-77).

colat atteignirent à la veille de la Première guerre mondiale un sommet de près de 17 millions de kilos, ce qui devait impliquer quelque 13 millions de litres de lait²¹, soit environ 0,7% de la production totale, mais quelque 4-5% des exportations de produits laitiers exprimées en équivalent de lait frais.

Si l'on totalise le volume des exportations de fromage, de lait condensé et de chocolat, celles-ci passent de 31 000 tonnes annuellement pour 1879/82

21 Le kilo de chocolat au lait nécessitait 1,9 litre de lait frais et ce chocolat représentait alors environ 40% de la production totale. MULHAUPT, A., *L'industrie chocolatière suisse avant, pendant et après la guerre*. Lausanne 1932 (p. 29).

à 75 000 tonnes pour 1888/1912. Mais entre les deux guerres on note un recul sensible de ces exportations (voir le tableau 10). La chute est très accusée dans les années 1930 et les exportations suisses résistent beaucoup plus mal que celles de ses principaux concurrents. La part de la Suisse dans les exportations européennes de fromage passe de 20,2 à 11,8% entre 1911/13 et 1934/38. Pour le lait condensé entre 1925/29 et 1934/38 la part de la Suisse passe de 14,6 à 2,7%²². En ce qui concerne le chocolat, le volume annuel d'exportation, qui était de 16 820 tonnes en 1913, ne s'élève plus qu'à 7590 tonnes en 1929 et à seulement 530 tonnes en moyenne pour 1934/38. Dans ce cas il faut faire intervenir non seulement les effets de la dépression, mais aussi ceux de la création d'unités de production de chocolat suisse à l'étranger²³.

Malgré cette évolution négative des exportations de produits laitiers et malgré le fait que la Suisse n'a pas amélioré entre les deux guerres son taux de couverture de la production céréalière, on constate que le recul de l'importance relative de sa population active agricole a été nettement plus modéré que celui de la plupart des pays européens (voir le tableau 11). Parmi les pays avancés d'Europe, seule la France a connu une régression encore plus modeste. Si nous avons décidé de faire porter les comparaisons sur les actifs masculins c'est en raison des différences internationales (mais aussi parfois de période à période) dans les critères de définition des femmes actives dans l'agriculture.

En raison du faible recul de l'importance relative des actifs agricoles masculins, leur nombre absolu reste pratiquement stable: il y a même une légère progression puisqu'ils sont 376 mille en 1910 et 385 mille en 1941²⁴ (ils étaient 410 mille en 1880). Par contre le nombre de femmes travaillant dans l'agriculture est tombé de 101 mille en 1910 à 30 mille en 1941. Dans ce cas il est probable qu'une partie de ce recul est imputable à des modalités différentes de recensement; mais le rapide développement du machinisme agricole et une certaine spécialisation ont permis de diminuer le nombre d'heures de travail que la femme d'agriculteur consacrait à l'exploitation.

La conjonction de ce maintien de l'importance de la population active agricole avec l'évolution négative des exportations de produits laitiers et la

22 En fait la part de la Suisse dans les exportations est un peu plus forte que les chiffres mentionnés ci-dessus; car, en raison de fortes importations de certains pays, on est amené à ne retenir pour l'Europe que les chiffres des exportations brutes. D'autre part, signalons que l'Europe est, et de loin, le principal exportateur de produits laitiers: représentant pour 1925/29, 58% des exportations mondiales de fromage et 75% de celles de lait condensé.

23 Dès 1879 Suchard avait une unité de production à l'étranger; et avant 1914 la plupart des grandes marques de chocolat disposaient d'un ou plusieurs sièges de production à l'étranger. MULHAUPT, A., *op. cit.* (p. 47).

24 Signalons qu'entre 1929 et 1939 le nombre d'exploitations agricoles est demeuré assez stable, passant de 236 040 à 234 530. Mais, en 1980, il n'y en avait plus que 168 680. *Annuaire statistique de la Suisse, 1964*, Berne 1964 (p. 127) et volume 1983, Berne 1983 (p. 132).

Tableau 11. Pourcentage d'agriculteurs dans la population active masculine totale

	1910	1920	1930	1940	1950
Suisse	31,9	31,4	27,5	27,1	21,5
Belgique	24,5	21,9	18,3	–	12,3
Danemark	47,7	42,3	39,7	33,8	29,0
Finlande	69,0	67,9	62,8	54,6	46,1
Norvège	48,6	43,5	43,7	–	31,4
Pays-Bas	30,7	26,4	22,6	–	17,8
Portugal	61,0	–	55,0	53,3	52,8
Suède	47,7	44,2	40,0	34,8	25,3
Allemagne ^{a)}	27,2	23,8	22,9	17,5	–
France	40,3	38,6	32,9	33,0	29,2
Grande-Bretagne	11,5	9,2	8,0	–	6,5
Italie	54,2	54,8	49,0	47,1	40,4

^{a)} Non strictement comparable de 1910 à 1920.

- En raison des différences plus fortes dans les modalités des recensements des activités féminines, nous avons préféré élaborer ce tableau sur la base des seuls actifs masculins.
- Dans certains cas il s'agit de données se rapportant à une année de distance de la date indiquée; dans quelques cas les données ont été interpolées.

Sources:

D'après BAIROCH, P. (sous la direction), DELDYCKE, T., GELDERS, H. et LIMBOR, J.-M.: *La population active et sa structure*, Bruxelles 1968. Sauf Suède 1940: *Historik Statistik for Sverige*, vol. I: *Befolkning*, Stockholm 1969 (p. 83).

non-amélioration dans le taux de couverture de la consommation céréalière a certainement placé les agriculteurs suisses dans une position plus difficile que celle des autres agriculteurs européens. Mais pour pouvoir apporter plus d'éléments concrets à cet aspect il faudrait procéder à une analyse comparative très approfondie de l'évolution du pouvoir d'achat des agriculteurs des divers pays; car, outre les facteurs évoqués ci-dessus, il faut aussi faire intervenir le problème des termes des échanges de produits agricoles.

*E. Les services: le tourisme et les banques,
deux secteurs difficiles à replacer dans le contexte international*

Comme nous le verrons il n'existe que fort peu de données comparatives sur les aspects que nous allons aborder à présent. De ce fait cette partie sera

assez brève et, surtout, ne comportera pas de tableaux statistiques comparatifs.

E. 1. Le tourisme: un «sommet» à la veille de la Première guerre mondiale qui ne sera atteint à nouveau qu'après la Seconde guerre mondiale

Carence de données comparatives... En effet, voici ce qu'écrivait, en 1936, un comité de travail de la Société des Nations à propos du tourisme: «les statistiques nationales sont le plus souvent incomplètes et rarement comparables»²⁵. Et les seules données que ce rapport tente de comparer sur le plan international sont celles qui émanent de balances des paiements, données, qui, comme nous l'avons vu (à propos des investissements à l'étranger), sont très aléatoires.

Partons de données comparatives plus récentes, donc un peu plus sûres, pour remonter dans le temps et l'imprécision. Vers 1955, période d'après-guerre déjà normalisée, la Suisse accueillit environ 3,7 millions de touristes étrangers par an sur un total probable de l'ordre de 25-28 millions pour l'ensemble de l'Europe occidentale²⁶. L'importance relative de la Suisse apparaît être un peu plus forte entre les deux guerres mondiales; la Suisse accueillant alors quelque 19-23% du total des touristes étrangers en Europe²⁷. C'est-à-dire par habitant 17-21 fois plus que le reste de l'Europe; 2 fois plus que le pays la suivant immédiatement (Autriche) et 6 fois plus que ceux qui suivent (France, Italie).

A la veille de la Première guerre mondiale (et durant les 2-3 décennies la précédant), la prédominance de la Suisse a dû être encore plus grande. Car, dans le domaine touristique, les années de l'immédiate avant-guerre ont constitué un sommet qui n'a été dépassé qu'après la Seconde guerre mondiale. Ainsi, par exemple, le nombre de nuitées (y compris la clientèle suisse) dans les hôtels et autres établissements de séjours, qui en 1882 s'élevait à 4,2 millions, atteignit les 21,9 millions en 1913. Le sommet entre les deux guerres fut atteint en 1928 avec 19,9 millions; le creux fut en 1932 avec 13,0 millions de nuitées. Dès 1946, le chiffre s'éleva à nouveau à 20,9 millions mais

25 S.D.N., *Comité Economique. Etudes relatives au tourisme considéré comme un facteur de l'économie internationale*. Genève 1936 (p. 17).

26 Ce qui ne veut pas dire que ces statistiques sont strictement comparables; toutefois elles le sont suffisamment pour fournir des ordres de grandeur. Voici les données pour les principaux pays touristiques en 1955; le premier chiffre est celui du nombre total en milliers de touristes étrangers, le second (entre parenthèse) est le chiffre correspondant par habitant: Suisse, 3700 (740); Autriche, 2610 (370); France, 4010 (90); Italie, 6200 (130); Espagne, 1770 (60). D'après NATIONS UNIES, *Annuaire statistique 1961*. New York 1961 (pp. 372-373).

27 D'après GOLDEN, H., *Strukturwandlungen des schweizerischen Fremdenverkehrs, 1890-1935*. Zurich 1939 (p. 60) (avec rectifications).

resta assez stable jusqu'en 1953/54, pour atteindre un nouveau sommet de 36,9 millions en 1972, sommet non dépassé depuis lors²⁸.

D'ailleurs l'équipement hôtelier suisse en nombre de lits a atteint un sommet à la veille de la Première guerre mondiale qui n'a été dépassé qu'en 1962. L'augmentation du nombre de nuitées se réalisa grâce à une meilleure utilisation des capacités d'hébergement. Vers 1880, le nombre total de lits des hôtels et pensions était de l'ordre de 65-75 mille. A la veille de la Première guerre mondiale il dû atteindre quelque 220 mille; et à la veille de la Seconde guerre mondiale quelque 185 mille²⁹.

D'après les estimations existantes³⁰, les recettes annuelles nettes du tourisme international ont évolué très approximativement de la façon suivante (en million de francs courants): 1911/13, 300; 1927/29, 500; 1936/38, 150; 1954/56, 580. En termes de proportions du produit national brut cela devait représenter environ 5-6% vers 1913, 4-5% vers 1927/29 et 1% vers 1936/38 (2% pour 1954/56). Si l'on compare les recettes nettes du tourisme international aux recettes d'exportations on obtient les pourcentages suivants: 1911/13, 23%; 1926/28, 24%; 1936/38, 13% (mais seulement 10% pour 1954/56 et 9% pour 1969/71). On le voit, le tourisme dans les années 1890-1930 a été une source assez importante de revenus. D'ailleurs, en termes d'emploi, le secteur hôtels-pensions-restaurants représentait 4,4% de la population active totale en 1910 et un sommet de 4,8% en 1930.

Sur la base de données très aléatoires, émanant des balances de paiement, on peut estimer que, vers 1927/29, l'importance relative des recettes nettes du tourisme en Suisse était 3-4 fois plus élevée que dans les pays européens les plus touristiques (Autriche, France, Italie). Vers 1913, cet écart devait être encore plus important. Mais, comme pour les exportations de produits laitiers, la décennie de 1930 a été très négative pour le tourisme.

Comme nous l'avons laissé entendre dans la section *A. 1.* de cet article, le tourisme a dû jouer un rôle non négligeable dans le maintien des populations dans les régions rurales. Les infrastructures touristiques sont dans le cas suisse beaucoup plus présentes en milieu rural que dans d'autres pays. Ainsi, au recensement de 1910, la population active employée dans l'hôtellerie et la restauration représentait 3,1% de l'emploi total dans les communes de moins de 2000 habitants et 4,3% dans celles de 2000 à 5000 habitants. Sur le plan national cette proportion était de 4,6%³¹. Dans la mesure

28 CRÉDIT SUISSE, *Guide statistique suisse*, 2e édition. Zurich 1972 (p. 62). *Annuaire statistique de la Suisse*, 1983, Berne 1983 (p. 244).

29 Article «Hotellerie» in: *Handbuch der Schweizerischen Volkswirtschaft*, vol. I, Berne 1939 (pp. 594-600) et *idem* édition 1955, vol. I, (pp. 646-652). Et *Annuaire statistique de la Suisse*, 1964, Berne 1964 (p. 228).

30 KELLENBERGER, E., *Kapitalexport und Zahlungsbilanz*. Berne, 3 volumes 1939-1942 (vol. 2, pp. 21, 155, 248, 307; vol. 3, pp. 87, 244, 364).

31 *Résultats statistiques du recensement fédéral de la population du 1er décembre 1910*, vol. 3, Berne 1919 (p. 36).

où les effets indirects sont surtout liés à l'alimentation, il est évident que l'impact sur le monde rural s'en est trouvé renforcé. Et, dans les années 1930, la conjonction de la baisse des exportations de produits laitiers avec le recul du tourisme a posé de graves problèmes à ce monde rural.

Le tourisme est donc une activité importante mais qui, tout comme les montres et le chocolat, n'est qu'un aspect non déterminant de l'activité économique suisse si l'on regarde celle-ci du côté de l'intérieur. Vers 1930, ces trois secteurs ne fournissaient un emploi qu'à 8% de la population active totale.

E. 2. Les banques: le secret implique l'impossibilité d'une comparaison internationale

Encore davantage que pour les données touristiques, il est difficile de fournir des indications quantitatives sur l'importance relative des banques suisses dans le contexte européen pour l'époque étudiée ici. Cela est devenu encore plus difficile avec la fin de la stabilité monétaire dans les années 1920 et les troubles des années 1930 qui ont fait des banques suisses un refuge important de capitaux et ce type de capitaux n'apparaissant généralement pas dans les statistiques des bilans bancaires. D'ailleurs, une partie du système bancaire suisse, à savoir les banques dites privées, ne publient généralement pas de statistiques sur leurs activités ou leurs ressources. Les seules choses certaines que l'on puisse avancer c'est que durant la période qui nous intéresse ici tout comme après la Seconde guerre mondiale, la Suisse est très certainement le pays dont le système bancaire a eu, en termes de données par habitant, l'activité la plus importante d'Europe (et du monde) et que, durant l'entre-deux-guerres, ce rôle s'est sensiblement renforcé.

Et puisque, plus haut, nous avons évoqué l'aspect emploi, signalons que le secteur banques (et assurances) suisses a vu son effectif passer de 12 300 personnes en 1910 à 29 500 en 1930, soit une augmentation de 140%; ce qui constitue la progression la plus forte de n'importe quel secteur (le plus proche en ce domaine a été la chimie: augmentation de 108%). Mais s'il y a un secteur où l'emploi n'a que très peu de rapport avec son importance réelle sur l'économie c'est bien celui-ci: vers 1930 les banques n'occupaient que 1% de la population active suisse! Ce qui est dérisoire par rapport à leur impact sur l'ensemble de l'économie suisse et sur les finances internationales. Et c'est là une proportion très voisine de celle des autres pays développés d'Europe.

Tableau 12. Produit National Brut par habitant en prix et dollars des Etats-Unis de 1960

	1880	1913	1929	1938	1950
Suisse	610	900	1150	1130	1590
Belgique	510	780	1020	1000	1250
Danemark	420	880	960	1070	1320
Pays-Bas	510	740	980	940	1110
Suède	370	710	880	1060	1640
Allemagne	440	790	870	1260	910
Espagne	310	400	520	390	430
France	480	670	890	860	1050
Italie	300	450	530	560	600
Royaume-Uni	700	1030	1160	1280	1400
<i>Europe</i>	428	655	721	796	844

Sources:

BAIROCH, P.: «Europe's Gross National Product, 1800-1975», *Journal of European Economic History*, vol. 5, n° 2, 1976, Rome (pp. 273-340). Chiffres révisés.

F. La Suisse, le pays le plus riche d'Europe?

Avec la chute du dollar, surtout par rapport au franc suisse, chute qui a débuté en 1972, la Suisse a pris la tête des pays du monde développé en termes de revenu par habitant (exprimé en dollars). En 1971, le produit national brut par habitant de la Suisse se situait à 3950 dollars et celui des Etats-Unis à 5500 dollars; en 1974, il s'agissait de 7350 et de 6640 dollars respectivement³². Cela montre, si besoin en est, le caractère arbitraire des comparaisons internationales qui ne tiennent pas compte des pouvoirs d'achat relatifs des monnaies. Certes, la correction est difficile et en partie arbitraire, mais toujours moins arbitraire que l'absence de corrections. Et c'est pour cette raison que nous utilisons ici des données corrigées.

Si la Suisse n'était peut-être pas vers 1973 le pays le plus riche du monde, elle était sans aucun doute un des pays les plus riches. Et tel a été le cas déjà dès les années 1860/80. Certes, vers 1880, la Suisse avait un produit brut par habitant inférieur à celui du Royaume-Uni, premier pays à avoir connu la révolution industrielle. Mais, par rapport aux autres pays européens, la Suisse était en tête, dépassant d'un cinquième le niveau des pays qui la suivaient immédiatement (Belgique, France, Pays-Bas) et dépassant d'un peu plus d'un quart le niveau moyen de l'Europe (voir le tableau 12). A la veille de la Première guerre mondiale, la richesse relative de la Suisse est encore plus grande car elle dépasse de plus d'un tiers le niveau européen. Cependant elle est déjà rejointe par le Danemark; l'écart entre les deux pays est

32 OCDE, *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 1976, Vol. 1, Paris 1978 (p. 133).

inférieur à la marge d'erreur des données. Signalons que, sur le plan mondial, la Suisse n'a occupé que la 5-7^e place, car la plupart des pays de peuplement européen, et notamment les Etats-Unis, le Canada et l'Australie, avaient un niveau de revenu plus élevé.

Entre les deux guerres la position privilégiée de la Suisse s'atténue sensiblement. Cela est surtout le fait de la décennie 1930, période durant laquelle, pour la première fois, son avance sur la moyenne européenne se réduisit: en 1929 le PNB par habitant de la Suisse dépassait celui de l'Europe de 60%; en 1938 il ne s'agissait plus que de 40%. Durant cette décennie elle se trouve rejointe par la Suède et probablement dépassée par l'Allemagne. De ce fait la Suisse – qui, vers 1913, était un des deux pays les plus riches d'Europe continentale – se retrouve, vers 1938, dans un groupe de quatre pays. Bien entendu il s'agit là de données concernant les flux et non les stocks. Or si l'on parle de richesse on ne peut négliger entièrement les stocks de biens, même si ceux-ci sont inclus indirectement dans les revenus. Et, en règle générale, l'importance des stocks dépend aussi du niveau de vie antérieur. De ce fait, si l'on inclut les stocks, la Suisse demeurerait probablement encore vers 1938 le pays le plus riche d'Europe continentale³³.

*Constater ne permet pas nécessairement d'expliquer;
ou en guise de conclusion*

Nous avons mis en relief et analysé les principaux aspects structurels de l'économie suisse dans le contexte européen de la période 1913-1939. Cela a permis de constater que les spécificités de la Suisse étaient non seulement nombreuses, mais également accusées; et ce même si on limite la comparaison aux petits pays qui ont une problématique de développement économique très différente des grands pays.

Résumons ces spécificités en suivant l'ordre adopté dans l'article. En raison d'un ensemble de facteurs, tels que la décentralisation, le relief, le tourisme, etc., la Suisse avait un taux d'urbanisation sensiblement plus faible que ne le justifiait son niveau de développement. Encore plus accusée a été

33 Prenons un indicateur très important comme celui du confort par habitant exprimé au travers du pourcentage de logements possédant une salle de bain (ce qui implique l'eau courante, chaude et froide). Dès 1930, 56% des logements urbains suisses étaient équipés de salles de bain; et cette proportion était de 69% en 1950. Or, vers 1950 (les données sont très rares pour 1930), cette proportion (toujours en milieu urbain) était la suivante dans différents pays européens avancés pour lesquels des statistiques relativement comparables sont disponibles: Autriche 15%; Belgique 11%; Danemark 38%; Finlande 43%; Suède 45%; Allemagne 30%; Espagne 17%; France 12%; Grande-Bretagne 65%. D'après NATIONS UNIES, *Annuaire statistique*. New York, diverses livraisons (certains chiffres ont été interpolés par nous).

(et reste) la spécificité de la Suisse en matière de main-d'œuvre étrangère. Vers 1910, la Suisse avait une proportion d'étrangers neuf fois supérieure à celle du reste de l'Europe et quatre fois supérieure à celle du second pays en la matière, à savoir la Belgique. Entre les deux guerres cet écart s'est réduit, mais la Suisse est restée le pays ayant, et de loin, la plus forte proportion de population étrangère.

Si, vers 1913, la Suisse n'était plus le pays dont les exportations par habitant étaient les plus élevées d'Europe, elle se situait néanmoins à la seconde place. Et surtout, dans l'entre-deux-guerres, malgré le recul relatif de son commerce extérieur, la Suisse a mieux réussi la restructuration de ses exportations que les autres pays: les produits chimiques et les machines remplaçant les textiles et les produits laitiers. Une partie du recul relatif est imputable à l'importance des investissements directs suisses à l'étranger. Non seulement importance de ces investissements, mais aussi précocité et ce surtout dans le domaine des multinationales industrielles. Entre 1913 et 1938 la Suisse devait posséder 12-18 fois plus de multinationales par habitant que le reste des pays ayant investi à l'étranger (toutefois rappelons ici le caractère extrêmement fragile de ces données).

Sur la douzaine de petits pays que comptait l'Europe du XIXe siècle, seuls trois, dont la Suisse, étaient réellement industrialisés. Et pendant la première moitié du XIXe siècle la Suisse fut même le pays le plus industrialisé d'Europe après le Royaume-Uni, pays berceau de la révolution industrielle. Déjà rattrapée vers 1850/60 par la Belgique, elle le fut entre les deux guerres par la Suède et l'Allemagne. Ce recul relatif est très probablement lié au transfert des activités à l'étranger et à une diminution moins rapide du secteur agricole que dans le reste de l'Europe. Ce maintien de l'agriculture a certainement réduit l'offre de main-d'œuvre, notamment dans les années 1920.

Ceci nous amène à l'agriculture qui, au cours du XIXe siècle, a renforcé une spécificité déjà présente à la fin du XVIIIe siècle: une forte dépendance céréalière. A la veille de la Première guerre mondiale la Suisse importait 78% de sa consommation de céréales, c'est-à-dire la plus forte proportion de l'Europe (pour l'ensemble des pays déficitaires d'Europe ce taux était de 23%). Entre les deux guerres pratiquement tous les pays européens réduisirent leur dépendance céréalière, mais pas la Suisse. Et cette évolution a été accompagnée d'un recul tant absolu que relatif des exportations de produits laitiers.

L'entre-deux-guerres, et surtout les années 1930, a été également défavorable pour le tourisme suisse. Les recettes extérieures nettes du tourisme, qui représentaient quelque 5-6% du produit national brut vers 1913, sont tombées à 1-2% vers 1936/38. Mais, même entre les deux guerres, la Suisse reste le pays touristique par excellence accueillant par habitant 17-21 fois plus de touristes étrangers que le reste de l'Europe.

Pays du tourisme et aussi pays des banques. Et cette seconde image d'Epinal correspond certainement à la réalité; mais les données ne permettent pas une analyse comparative de l'importance des banques suisses. Ce qui est certain c'est qu'en raison des troubles monétaires et politiques de l'Europe, le rôle des banques suisses en tant que refuge de capitaux se renforce entre les deux guerres.

La Suisse, un pays riche? Oui... même très riche, puisqu'à la veille de la Première guerre mondiale elle était encore le pays au revenu par habitant le plus élevé d'Europe continentale (sur le plan mondial elle se situait à la 5-6ème place après le Royaume-Uni et la majorité des pays de peuplement européen d'outre-mer). Les années 1930, très négatives en Suisse, lui font perdre une partie de son avance en termes de revenu annuel; mais si l'on tient compte des stocks, elle reste probablement le pays le plus riche de l'Europe continentale.

En définitive, la période d'entre les deux guerres, sans bouleverser la structure et les spécificités de la Suisse, les modifie sensiblement. Des images d'Epinal subsistent ou s'atténuent, d'autres naissent ou se renforcent. La Suisse des montres devient de moins en moins le pays du tourisme, du chocolat, du textile de luxe, pour devenir celui des banques, de la chimie et des machines de précision. Mais, au travers de ces changements et probablement grâce à eux, elle demeure un pays «riche». Et c'est là qu'il faut s'interroger.

En définitive la recherche des éléments explicatifs des spécificités et du succès de la Suisse ne peut se faire sans remonter aux premières phases de son développement. Elle ne peut se faire sans relever le paradoxe que constitue, en définitive, le développement précoce et rapide d'un pays que, pourtant, peu de facteurs prédisposaient à une telle aventure. Faut-il alors se raccrocher à des thèses très générales comme celle du défi de Arnold Toynbee ou celle du protestantisme de Max Weber? Il est peu probable qu'une réponse indiscutable puisse un jour être apportée à cette question. Mais, parmi les facteurs qui ont certainement contribué à la richesse de la Suisse, il ne faut pas oublier une autre image d'Epinal. Ayant personnellement vécu dans cinq pays (dont trois en Europe) j'ai été frappé, comme tous les observateurs du passé et du présent, par le sérieux et l'intensité, et de ce fait l'efficacité et la qualité, du travail en Suisse. Mais comment expliquer valablement cela? Par une des deux thèses avancées ci-dessus? Peut-être; mais plus probablement par la conjonction de ces deux thèses, car il y a infiniment plus de pays qui n'ont pas surmonté leurs handicaps et qui sont demeurés pauvres que de pays qui ont relevé le défi. Et, d'autre part, il y a aussi un certain nombre de régions ou de pays catholiques qui ont mieux réussi que des régions ou des pays protestants.